



Assemblée générale

Distr. générale
25 juillet 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 24 a) de l'ordre du jour provisoire**

Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement

Mise en œuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017)

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 66/215 de l'Assemblée générale sur la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017), par laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur la mise en œuvre de cette résolution sous l'angle du plein emploi et du travail décent pour tous. Le rapport examine les tendances et les défis de l'élimination de la pauvreté, en insistant plus particulièrement sur l'emploi productif et le travail décent ainsi que sur la crise de l'emploi des jeunes et sur le défi persistant de la pauvreté rurale. Il fait aussi le bilan des plus récentes activités et initiatives conjointes engagées par les organismes des Nations Unies compétents en application du plan d'action de la deuxième Décennie, et propose pour conclure une série de recommandations.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (22 août 2012).

** A/67/150.



I. Introduction

1. L'objectif de la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017) consiste à appuyer de manière coordonnée la poursuite de la réalisation des objectifs de développement relatifs à l'élimination de la pauvreté arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire. L'emploi productif et le travail décent pour tous sont des éléments décisifs pour éliminer la pauvreté et réaliser et promouvoir un développement équitable, partagé et durable. L'examen ministériel annuel de 2012 du Conseil économique et social portait sur le thème intitulé « Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ». Il a permis de rapprocher les points de vue sur les grandes politiques à mettre en œuvre pour promouvoir la création d'emplois et le travail décent pour tous, les capacités productives, la croissance partagée, équitable et durable. Il a mis en lumière la nécessité de s'attaquer au problème du chômage des jeunes, de renforcer la protection sociale et de promouvoir l'emploi décent dans les zones rurales afin de parvenir à la sécurité alimentaire.

2. Le présent rapport étudie les tendances et les défis de l'élimination de la pauvreté et recense les résultats obtenus ainsi que les perspectives de réduction de la pauvreté dans une optique d'emplois décents et productifs – thème de la deuxième Décennie. Il analyse aussi la crise actuelle de l'emploi des jeunes et le défi persistant de la pauvreté rurale. Il dresse un inventaire général des mesures prises dans le système des Nations Unies pour appliquer le plan d'action de la deuxième Décennie et propose pour conclure une série de recommandations soumises pour examen à l'Assemblée générale.

II. Tendances et défis de l'élimination de la pauvreté

A. Situation actuelle

Pauvreté

3. L'extrême pauvreté a continué de diminuer à l'échelle mondiale, malgré les difficultés découlant de la crise financière et économique et l'instabilité des prix de l'alimentation et des carburants qui perdure depuis 2008. Selon les estimations de la Banque mondiale, l'objectif consistant à diviser par deux, entre 1990 et 2015, la proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté a été atteint à la fin de 2010, soit cinq ans avant l'échéance¹. Pourtant, ce bon score général masque les difficultés persistantes rencontrées par la plupart des pays en développement dans leur effort pour lutter contre la pauvreté.

4. Le recul de l'extrême pauvreté dans le monde a concerné surtout l'Asie de l'Est et le Pacifique. En 1990, la région représentait près de la moitié de la population mondiale extrêmement pauvre, la Chine comptant à elle seule plus d'un tiers de ce total. Or, en 2008, la Chine ne représentait plus que 13,5 % de cette même population, avec un taux de pauvreté tombé à 13,1 %, contre 60,2 % en 1990. Le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté est passé de 628,2 à

¹ Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* (Washington, 2012).

172,9 millions dans la même période. Actuellement, la plus grande proportion des personnes vivant dans des situations d'extrême pauvreté se trouve en Asie du Sud (45 %) et c'est l'Afrique subsaharienne qui enregistre les taux de pauvreté les plus élevés (48 %)².

5. Si les taux d'extrême pauvreté ont diminué dans toutes les régions en développement, dans beaucoup de pays la baisse n'a pas été assez rapide pour réduire le nombre absolu de personnes extrêmement pauvres. Ainsi, l'Afrique subsaharienne en comptait près de 290 millions en 1990, mais le chiffre avait grimpé à 386 millions en 2008².

6. L'autre statistique inquiétante est celle de la diminution très relative du nombre de personnes qui survivent à la limite de l'extrême pauvreté, en particulier en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Entre 1990 et 2008, le nombre de pauvres ne disposant pour subsister que de 1,25 à 2 dollars par jour a augmenté de quelque 77 millions en Afrique subsaharienne et de 212 millions en Asie du Sud, tandis que le taux de pauvreté au seuil de 2 dollars par jour s'établit à 69 % et 71 %, respectivement, pour ces deux régions. Même dans la région Asie du Sud et Pacifique, où le recul de la pauvreté a été le plus net, plus qu'un tiers de la population vivait encore sous le seuil de 2 dollars par jour en 2008².

Emploi et élimination de la pauvreté

7. Si la croissance rapide et soutenue de l'économie a indéniablement joué dans de nombreux pays un rôle décisif de réduction de la pauvreté, ses effets en termes d'emploi et de productivité ont joué de manière décisive sur les phénomènes de pauvreté.

8. Les régions en développement qui ont vu leurs taux de pauvreté chuter ont connu également de longues périodes de forte croissance assortie de taux de chômage particulièrement faibles et de taux d'emploi élevés. Dans la région d'Asie de l'Est et du Pacifique, hormis le creux de la fin des années 1990, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est maintenue à 7 % par an ou plus depuis 1991, avec un taux record de près de 12 % en 2007². L'Asie de l'Est affichait en outre des taux de chômage de l'ordre de 4 % depuis 2000, l'une des moyennes les plus basses enregistrées dans le monde au cours de cette période, seule l'Asie du Sud faisant mieux. Le taux d'emploi dans la région est resté très supérieur à la moyenne mondiale, soit plus de 70 % depuis 2000. En Asie de l'Est, la croissance annuelle de l'emploi a été moyenne par rapport à celle d'autres régions, mais la production par travailleur a augmenté plus rapidement que partout ailleurs³. De nouvelles recherches ont montré que la migration de la main-d'œuvre des zones rurales vers les grandes villes était l'élément critique de la réduction de la pauvreté générale dans la région⁴.

9. L'Asie du Sud a connu à peu près les mêmes évolutions, quoique à un moindre degré que l'Asie de l'Est. La croissance de l'emploi est restée vigoureuse de 2001 à

² Calculé à partir des données de la Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde* (Washington, 2012).

³ Bureau international du Travail, *Tendances mondiales de l'emploi 2012 : prévenir une crise plus grave des marchés de l'emploi* (Genève, 2012).

⁴ Voir Martin Ravallion, « A comparative perspective on poverty reduction in Brazil, China and India », Policy Research Working Paper n° 5080 (Washington, Banque mondiale, 2009).

2007, avant la crise, avec un rythme annuel moyen de 2,5 % entre 2001 et 2006 et de 2,4 % en 2007³. De plus, l'augmentation de la production par travailleur a été très supérieure à la moyenne mondiale pour cette période, et seule l'Asie de l'Est a réalisé de meilleurs scores.

10. Malgré les importants progrès accomplis dans la réduction de l'extrême pauvreté en Asie du Sud, les efforts continuent d'achopper sur le problème de la pauvreté laborieuse. Selon les estimations de l'Organisation internationale du Travail (OIT), plus de 35 % des travailleurs vivant dans la région doivent nourrir leur famille avec moins de 1,25 dollar par jour et ils sont près du double (67 %) à gagner moins de 2 dollars par jour³.

11. En Afrique subsaharienne, diminuer le nombre des pauvres s'est avéré un exercice difficile malgré près d'une décennie de croissance frôlant ou dépassant les 4 %, voire proche de 7 % en 2007¹. Les taux de chômage ont stagné aux alentours de 9 % au cours de la période, et la part de travailleurs occupant des emplois précaires a avoisiné les 80 %³. De plus, la répartition de la main-d'œuvre a peu évolué, et plus de 60 % des actifs employés travaillent dans le secteur agricole. Un léger déplacement de la main-d'œuvre du secteur agricole vers celui des services a toutefois été observé au cours de la dernière décennie. La pauvreté laborieuse est donc restée un défi considérable dans la région, et seuls les pays du Moyen-Orient ont été plus lents à prendre des mesures pour lutter contre le phénomène de la pauvreté au travail. La proportion et le nombre de travailleurs pauvres vivant avec moins de 1,25 dollar par jour ont légèrement diminué, mais le nombre de ceux qui disposent de moins de 2 dollars par jour a en fait augmenté entre 2000 et la fin de 2011.

12. Le nombre de travailleurs occupant des emplois précaires est un facteur important de la problématique emploi-pauvreté. La part des travailleurs précaires dans le monde a diminué de moins de 4 % entre 2000 et 2011, un rythme trop lent pour peser sur les statistiques. Selon les estimations de l'OIT, le nombre de travailleurs occupant des emplois précaires est passé de 136 millions en 2000 à plus de 1,5 milliard en 2011. Cette précarisation a été générale dans toutes les régions en développement, sauf en Europe centrale et orientale et dans les pays de la Communauté d'États indépendants³. L'Asie du Sud et l'Asie de l'Est restent les régions du monde comptant les proportions les plus élevées de travailleurs précaires, même si leur nombre a diminué d'environ 29 millions en Asie de l'Est.

13. La pauvreté laborieuse et l'emploi précaire présentent une difficulté particulière dans le contexte de la lutte contre la pauvreté du fait de la vulnérabilité des travailleurs concernés aux chocs économiques et autres crises socioéconomiques. En règle générale, les pauvres n'ont que leur emploi pour vivre. Si leurs propres capacités de production ou les types d'emplois disponibles ne leur permettent pas d'améliorer leurs conditions d'existence et celles de leur famille, ils restent prisonniers de l'engrenage de la pauvreté laborieuse.

Autres défis de l'élimination de la pauvreté

14. La montée du chômage et du sous-emploi peut être synonyme d'accès réduit aux services sociaux essentiels et autres prestations, surtout en temps de crise économique, dans les pays qui ne versent pas de compléments de revenus. Dans beaucoup de pays en développement, l'accès aux services de santé s'est avéré difficile au lendemain de la crise; dans certains cas, la baisse des revenus et la

diminution des dépenses de l'État ont alourdi la charge financière des ménages pauvres, ce qui a entraîné une augmentation des taux de décrochage scolaire⁵. En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'attention portée aux facteurs non économiques a amorti l'impact des effets de la crise sur la réduction de la pauvreté et a parfois permis de diminuer nettement et durablement la pauvreté malgré une croissance modeste. Durant la crise, de nombreux pays de la région ont continué de marquer des points contre la pauvreté au moyen de mesures de compléments de revenus telles que les transferts monétaires assortis de conditions⁶.

15. La hausse des prix de l'alimentation a pesé négativement sur la réduction de la pauvreté au cours des dernières années. Les pauvres consacrent la plus grande part de leurs revenus (50 % à 70 %) à leur alimentation, et ce sont eux par conséquent qui doivent faire les plus lourds sacrifices pour s'ajuster aux augmentations de prix⁷. L'indice des prix de l'alimentation de la Banque mondiale a battu un niveau record en 2011, dépassant même son niveau de 2008, et la flambée des cours internationaux a été plus générale qu'en 2008. L'impact global des crises des prix alimentaires sur l'élimination de la pauvreté dépend certes de la question de savoir si la proportion mondiale des pauvres qui sont des acheteurs nets dépasse celle des pauvres qui sont des vendeurs nets, mais l'analyse des flambées de 2008 montre qu'elles ont eu des effets plus dommageables sur la pauvreté⁷. Il importe par conséquent de s'employer à réduire l'instabilité actuelle.

16. Le déplacement géographique croissant des concentrations de pauvres observé dans le monde s'est également produit dans des pays relevant de différentes catégories économiques. Certains grands pays en développement comptant des proportions élevées de pauvres ont connu un vigoureux essor qui les a fait passer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. La pauvreté n'est donc plus concentrée dans les pays à faible revenu. Mais c'est là qu'elle recule le moins vite.

Politiques et mesures d'élimination de la pauvreté

17. La croissance qui a porté la réduction de la pauvreté jusqu'à présent est menacée dans l'immédiat par le spectre d'une autre crise économique. Le monde semble à la veille d'une récession à double creux. La croissance, déjà molle en 2011, devrait être encore plus atone en 2012 et 2013, en raison principalement des mauvais résultats des pays avancés⁸. Les effets de la crise sur l'emploi et la réduction de la pauvreté risquent d'être considérables, surtout si les pays développés ne réorientent pas leurs politiques actuelles vers la lutte contre la crise chronique de l'emploi.

18. Une deuxième récession affecterait les résultats des pays en développement à travers les effets du commerce et de la finance. Le ralentissement des échanges mondiaux observé actuellement va perdurer pour cause de croissance molle, notamment dans les pays développés. Si l'on note une certaine augmentation des

⁵ Voir Institut international des études sociales, *Rapport sur le monde du travail 2012 : de meilleurs emplois pour une économie meilleure* (Genève, Bureau international du Travail, 2012).

⁶ Voir Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Social Panorama of Latin America* (Santiago du Chili, 2011).

⁷ Voir Banque mondiale et Fonds monétaire international, *Rapport de suivi mondial 2012 : prix alimentaires, nutrition et objectifs du Millénaire pour le développement* (Washington, 2012).

⁸ Voir *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2012* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F. 12.II.C. 2).

échanges Sud-Sud et autres interactions économiques, les pays en développement et les pays en transition restent vulnérables à l'évolution de la conjoncture dans les pays développés. C'est ainsi par exemple que, en cas de deuxième récession, l'instabilité persistante des cours des produits de base risque fort de compromettre la croissance des pays en développement qui sont particulièrement tributaires de l'exportation de ces produits⁸.

19. Pour que la pauvreté continue de reculer dans ce genre d'environnement, une attention particulière doit être portée à la redistribution et aux réformes structurelles pour s'assurer que les populations vulnérables risquent moins de passer à travers les mailles du filet. Comme le fait actuellement l'Amérique latine, il faut privilégier les compléments de revenus et l'accès à des services sociaux de base tels que les soins de santé et l'éducation. Les termes de l'échange et le contrôle des prix des produits de base sont également d'importants facteurs pour garantir l'accès à l'alimentation de nombre de pauvres dans le monde.

20. Si la perspective à long terme de réduire l'extrême pauvreté est assez bonne partout dans le monde, les obstacles à surmonter dans l'immédiat sont considérables. Le rapport de la Banque mondiale intitulé *Rapport de suivi mondial 2012 : prix alimentaires, nutrition et objectifs du Millénaire pour le développement* prévoit que le recul de la pauvreté va s'accélérer dans toutes les régions, sauf dans celle de l'Asie de l'Est et du Pacifique, où la concentration de pauvres et la lenteur des avancées vont ralentir le progrès général. La Banque estime néanmoins que 16 % seulement de la population mondiale vivra sous le seuil de 1,25 dollar par jour en 2015 et que l'Europe orientale et l'Asie centrale auront presque éliminé la pauvreté, avec un taux de moins de 1 %⁷.

21. Les recherches récentes aboutissent à des prévisions beaucoup plus optimistes, à savoir un taux de pauvreté mondial d'environ 10 % en 2015⁹. Si ces estimations, toutes régions confondues, sont très proches de celles de la Banque mondiale, les chiffres donnés pour l'Asie de l'Est et le Pacifique ainsi que pour l'Asie du Sud sont environ trois fois moins élevés. Cet écart substantiel entre les prévisions pour ces deux régions s'explique par une légère nuance dans la méthodologie de la Brookings Institution, nuance qui fait ressortir l'un des grands défis de l'élimination de la pauvreté aujourd'hui et demain, à savoir le creusement des inégalités.

22. Les projections de la Brookings Institution reposent sur l'hypothèse selon laquelle la répartition des revenus va rester constante jusqu'en 2015, alors que les données récentes montrent que les pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud qui battent des records mondiaux de croissance sont aussi ceux où les inégalités ne cessent de croître, au point d'annuler les bénéfices de la croissance pour les pauvres. Paradoxalement, les éléments mêmes qui dynamisent l'économie de ces régions – le changement technologique, la mondialisation et les réformes dans le sens de l'économie de marché – nourrissent les inégalités croissantes observées en Asie. Comme l'a montré la Banque asiatique de développement dans son rapport intitulé *Asian Development Outlook 2012: Confronting rising inequalities in Asia*, ces forces, si on leur donne libre cours, tendent à favoriser le capital plutôt que le travail, les zones urbaines plutôt que les zones rurales, les travailleurs très qualifiés plutôt que ceux qui le sont moins. Lorsque s'y ajoutent des inéquités systémiques

⁹ Voir Laurence Chandy and Geoffrey Gertz, « Poverty in Numbers: The Changing State of Global Poverty from 2005 to 2015 », Global Views Series n° 18 (Washington, The Brookings Institution, 2011).

dans les capacités à générer du revenu par le travail et à renforcer le capital humain, les faiblesses institutionnelles et les inégalités de marché élargissent la brèche des inégalités dans les sociétés.

23. Pour que la pauvreté continue de diminuer dans ces régions et dans d'autres, il faut donc s'efforcer de juguler ces effets par des mesures qui s'attaquent aux inégalités à la fois économiques et non économiques. La formule s'est avérée payante en Amérique latine, où les inégalités reculent depuis la fin des années 90 et où, malgré une croissance modeste, la pauvreté ne cesse de diminuer.

24. Sur le plan des politiques, l'élimination de la pauvreté et la promotion de l'emploi nécessitent des mesures coordonnées, aux niveaux tant national qu'international, au service d'une croissance économique soutenue, partagée et équitable. Il faut de toute urgence revenir sur les politiques macroéconomiques et sociales d'austérité en privilégiant plutôt la création d'emplois, le travail décent et l'élargissement de la couverture sociale. Qui plus est, les effets des crises mondiales – tourmentes financières et économiques ou fluctuations des prix de l'alimentation et des carburants – montrent la nécessité de réguler les marchés financiers internationaux pour réduire les risques de crise économique.

25. Les pays qui n'ont pas de régimes de transferts sociaux de base facilitant l'accès à l'éducation, à la santé et à une nutrition adéquate ne peuvent libérer leur potentiel productif et relever durablement leur économie. La protection sociale s'est avérée un puissant instrument pour réduire la pauvreté et les inégalités et comme mesure anticrise. La couverture minimum permet de protéger et d'autonomiser les personnes, d'accélérer la reprise et de poser les premiers jalons d'une croissance économique soutenue, partagée et équitable. Pourtant, 80 % environ de la population mondiale n'ont pas accès à une vraie protection sociale. L'Initiative pour un socle de protection sociale lancée par le système des Nations Unies en 2009 fait de la protection sociale une composante essentielle de toute stratégie de développement intégré associant à la fois la lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale et l'investissement dans le capital humain en préalable à la croissance économique durable et équitablement partagée¹⁰. La promotion de l'accès universel aux services sociaux et la mise en place de systèmes de protection sociale minimale peuvent faire une importante contribution à la croissance équitable.

B. Crise de l'emploi des jeunes

26. Au niveau mondial, moins de la moitié des jeunes en âge de travailler ont un emploi et la majorité de ceux qui vivent dans des pays en développement travaillent dans l'économie informelle, de sorte qu'on peut parler d'une crise mondiale de l'emploi des jeunes. Le problème persistant du chômage et du sous-emploi des jeunes a été exacerbé par la crise financière et économique, surtout dans les pays développés. L'adoption de mesures d'austérité budgétaire et de réduction des dépenses publiques dans un nombre croissant de pays, les suppressions d'emplois et les demandes d'assouplissement du marché du travail aggravent la vulnérabilité des

¹⁰ La Conférence internationale du travail de juin 2012 a adopté une nouvelle recommandation concernant les socles nationaux de protection sociale, conçus pour réduire la pauvreté en étoffant les systèmes d'aide sociale. La recommandation appelle les pays à mettre en place des socles de protection sociale dès que possible dans leurs processus de développement nationaux.

jeunes face au chômage et à la pauvreté laborieuse et ne font qu'amplifier l'agitation sociale.

Étendue de la crise

27. Les jeunes des deux sexes forment 40 % des 200 millions de sans-emploi dans le monde et ils ont trois fois plus de risques que les adultes de se retrouver au chômage. S'ils sont depuis longtemps surreprésentés dans les statistiques du chômage, leur situation n'a fait que s'aggraver avec la crise économique et financière de 2008. Ainsi, le taux de chômage global des jeunes est passé de 11,9 % à 12,9 % entre 2008 et 2009, au plus fort de la crise, battant tous les records de 20 années de statistiques mondiales¹¹. En 2011, 74,8 millions de jeunes (12,7 %) demeuraient sans emploi et quelque 6,4 millions avaient tout simplement renoncé à chercher du travail. La part des jeunes dans la population mondiale des actifs employés a reculé de 52,9 % à 48,7 % entre 2000 et 2011, ce qui signifie que moins de la moitié des 15-24 ans participent à la vie économique³.

28. Le chômage frappe les jeunes de manière disproportionnée dans toutes les régions du monde. En 2011, les taux les plus élevés ont été observés en Afrique du Nord (27,1 %) et au Moyen-Orient (26,2 %), où les jeunes risquent quatre fois plus que les adultes de se retrouver sans emploi³. Dans certains pays du Moyen-Orient, le chômage est essentiellement un phénomène lié à la jeunesse; en Arabie saoudite, par exemple, il a touché 30,8 % des jeunes en 2011, contre 3,1 % des adultes¹². Il a fait un bond sans précédent dans les pays de l'OCDE, où il est passé de 12,8 % à 17,1 % entre 2007 et mars 2012. Il a augmenté encore plus rapidement dans les pays de l'Union européenne, avec des chiffres passant de 15,1 % à 22,6 %¹³. Il a plus que doublé dans certains des pays les plus touchés par la crise, par exemple l'Espagne et la Grèce, où il atteint aujourd'hui les niveaux alarmants de 51,1 % et 51,2 %, respectivement¹⁴. Ces chiffres montrent que la crise de l'emploi des jeunes frappe de plein fouet certains pays développés et que les conséquences sont catastrophiques puisque la moitié de leurs jeunes actifs sont sans travail.

29. Pourtant, dans de nombreux pays en développement, le principal défi n'est pas nécessairement le chômage des jeunes mais plutôt la pénurie d'emplois décents pour la jeunesse ainsi que la pauvreté laborieuse. Les jeunes de ces pays ont les plus grandes difficultés à joindre les deux bouts et en sont souvent réduits à travailler dans le secteur informel ou à se faire un peu d'argent en prenant ici et là des « petits boulots » mal payés où ils n'ont ni protection sociale ni conditions de travail adéquates. Dans les 52 pays pour lesquels on dispose de statistiques, les jeunes représentent 23,5 % des travailleurs pauvres, mais seulement 18,6 % des travailleurs

¹¹ Voir Bureau international du Travail, *Rapport V : La crise de l'emploi des jeunes : il est temps d'agir*, Conférence internationale du travail, cent unième session (Genève, 2012).

¹² Moyenne pour les années 2006-2010. Voir OIT, *Statistical update on Arab States and territories and North African countries* (2011). Consultable sur le site http://laborsta.ilo.org/sti/DATA_FILES/20110525_Arab_States.pdf.

¹³ Voir Bureau international du Travail, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes mise à jour : 2011* (Genève, 2011).

¹⁴ Voir OCDE, « Taux de chômage des jeunes dans les pays de l'OCDE, décembre 2007 à mars 2012 » (Paris, 2012).

non pauvres, ce qui donne à penser qu'ils risquent plus que les adultes de se retrouver dans les rangs des travailleurs pauvres¹⁵.

30. Par ailleurs, les jeunes femmes et les personnes issues de milieux sociaux défavorisés sont confrontées plus que quiconque à un déficit d'emplois décents et au chômage, ce qui les contraint à accepter des emplois médiocres dans le secteur informel. Les jeunes femmes sont également davantage exposées au risque de chômage : en Afrique du Nord, le taux de chômage des femmes a été de 19 % en 2011, mais celui des femmes les plus jeunes a atteint 41 %³. Les jeunes appartenant à des groupes sociaux défavorisés tels que les peuples autochtones, les minorités ou les handicapés peinent particulièrement à trouver des emplois décents et sont surreprésentés parmi les pauvres.

Agir pour l'emploi des jeunes

31. Pour créer des emplois meilleurs et plus nombreux pour les jeunes, les gouvernements doivent appliquer des politiques et des programmes intégrés d'emplois-jeunesse qui répondent à la fois à l'offre et à la demande de main-d'œuvre et corrigent les déficits d'emplois décents. Dans les pays en développement, où les jeunes sont souvent sous-employés dans le secteur informel, s'attaquer à la crise de l'emploi des jeunes suppose d'améliorer la qualité et la productivité des emplois qui leur sont proposés.

32. Les politiques économiques doivent être ciblées sur la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et des groupes vulnérables, qui paient le plus lourd tribut à la crise de l'emploi actuelle. Elles appellent des cadres de décision cohérents et des politiques macroéconomiques porteuses axées sur une croissance soutenue, partagée, équitable, riche en emplois et résolument tournées vers la création d'emplois.

33. Face au chômage des jeunes, les politiques publiques doivent remédier à la segmentation du marché du travail et régler la question des emplois du secteur informel. Les jeunes sont surreprésentés dans les emplois précaires et l'économie informelle; ils sont donc sacrifiés en premier en cas de suppressions d'emplois pour cause de récession, et leurs rémunérations évoluent peu dans les segments mieux protégés du marché du travail. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour répartir plus équitablement les risques et avantages du marché de l'emploi et abolir les politiques d'embauche discriminatoires envers les jeunes. Il faut aussi améliorer la sécurité des revenus et les conditions de travail des travailleurs du secteur informel en imposant le respect des normes au travail et en élargissant la couverture sociale.

34. Une approche intégrée de la crise de l'emploi des jeunes doit prévoir un accompagnement qui aidera les jeunes à se perfectionner, à acquérir les compétences qui leur manquent, à trouver un emploi, à se mettre à leur compte ou à créer leur propre entreprise. Il faut absolument formuler des politiques de l'emploi dynamiques qui permettent d'aider les jeunes à trouver l'emploi qui leur convient, d'aider ceux qui ont perdu leur travail à en retrouver un, d'instruire, former et aider les jeunes défavorisés. Les gouvernements doivent en outre soutenir activement les

¹⁵ Voir Bureau international du Travail, *Principaux indicateurs du marché du travail*, 7^e éd. (Genève, 2011).

programmes de création d'entreprises, notamment petites et moyennes, pour que les jeunes puissent se mettre à leur compte.

35. Dans tous les cas, il est primordial d'associer les jeunes à la planification et à la mise en œuvre des mesures envisagées. Les plans d'action nationaux et les stratégies en faveur de l'emploi des jeunes peuvent être utiles, à condition d'être solidement validés par une large participation des intéressés.

36. Au niveau international et face à la nécessité urgente de venir en aide à la jeunesse, le Secrétaire général a fait de l'action pour et avec les jeunes l'une des priorités de son programme d'action pour les cinq prochaines années. Il a demandé à cet égard à l'ONU d'approfondir et intensifier le volet jeunesse de ses programmes existants, en se concentrant particulièrement sur l'emploi, l'entrepreneuriat et l'éducation¹⁶. Pour avancer dans cette voie, le système des Nations Unies va élaborer et mettre en œuvre un plan d'action; créer un programme de Volontaires jeunesse sous l'égide des Volontaires des Nations Unies et nommer un Conseiller spécial pour la jeunesse.

37. La crise de l'emploi des jeunes a été évoquée à la récente Conférence internationale du travail de l'OIT; des initiatives et des approches innovantes ont été proposées pour répondre aux problèmes rencontrés par les jeunes.

C. Pauvreté rurale et emploi décent

38. De très nombreux ruraux sont des travailleurs pauvres, et la pauvreté reste surtout un phénomène rural. Un certain nombre de disparités entre zones rurales et zones urbaines, notamment en termes d'emplois, empêchent les hommes et les femmes qui vivent en milieu rural de contribuer pleinement au développement de l'économie nationale. Il faut une approche du développement rural axée sur l'emploi décent pour lutter contre la pauvreté rurale.

Priorité aux travailleurs ruraux pauvres

39. Au moins 70 % des habitants les plus pauvres de la planète vivent en milieu rural. La pauvreté rurale a nettement diminué dans les deux dernières décennies. Pourtant, comme dans le cas de la réduction globale de la pauvreté, ce recul résulte principalement d'une réduction massive de la pauvreté rurale en Asie de l'Est, où le taux d'extrême pauvreté parmi les ruraux est estimé actuellement à 15 %. La pauvreté rurale a diminué plus lentement dans d'autres régions en développement, notamment l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, où elle s'établit à 45 % et 60 % respectivement. Les progrès ont du reste été inégaux à l'intérieur même des régions. En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne par exemple, la pauvreté rurale a reculé dans une grande partie de l'est et de l'ouest, mais elle a augmenté dans le centre; elle a diminué en Afrique du Nord, mais a augmenté au Moyen-Orient¹⁷.

40. Le problème du sous-emploi et de ses méfaits peut s'avérer particulièrement coriace dans les environnements ruraux. Ainsi, 40 % environ de la population mondiale, et la plupart des ruraux, travaillent dans le secteur agricole, où les

¹⁶ Voir Programme d'action du Secrétaire général pour les cinq prochaines années, 25 janvier 2012, disponible sur le site http://www.un.org/sg/priorities/sg_agenda_2012.pdf.

¹⁷ FIDA, *Rapport sur la pauvreté rurale en 2011 : Nouvelles réalités, nouveaux défis : de nouvelles chances pour la prochaine génération* (Rome, Ugo Quintili, 2011).

emplois sont souvent non déclarés, mal payés et saisonniers, ou comme travailleurs indépendants ou aides domestiques non rémunérées¹⁷. Les pauvres qui vivent dans les zones rurales ont un accès limité aux biens productifs et à la protection et n'ont généralement que leurs bras pour gagner leur vie. Si la pauvreté est fréquemment liée au chômage, dans les zones rurales des pays en développement elle tient surtout à la mauvaise qualité des emplois, qui produit des taux élevés de sous-emploi et de travailleurs mal payés et ainsi qu'une main-d'œuvre peu productive.

Promouvoir le développement rural par l'emploi décent

41. Il faut une approche du développement rural et agricole axée sur l'emploi et le travail décent pour faire reculer durablement la pauvreté. Il faut aussi de toute urgence s'occuper de la qualité et de la quantité des emplois disponibles dans les zones rurales. Les principaux éléments qui font obstacle à l'emploi rural décent sont les bas salaires, les emplois non déclarés, les mauvaises conditions de travail, l'absence de véritable couverture sociale et le manque de représentation. S'y ajoutent l'inégalité de traitement des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables et l'exode vers les villes de jeunes qui n'ont pas de perspectives de travail dans les zones rurales. Face à ces défis, il importe d'intégrer véritablement les principes du travail décent dans les programmes de développement agricole et rural, en gardant à l'esprit les questions primordiales que sont l'égalité des sexes, les groupes défavorisés et les jeunes.

42. Le développement rural revêt une importance stratégique pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la croissance économique de nombreux pays en développement. Le Secrétaire général a lancé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) le Défi faim zéro, qui vise à mobiliser toutes les parties prenantes au service de l'élimination de la faim partout dans le monde, y compris en aidant les petits agriculteurs, qui produisent l'essentiel de la nourriture dans le monde. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) estime que la production alimentaire mondiale devra augmenter de quelque 70 % pour nourrir une population mondiale qui franchira la barre des 9 milliards en 2050. Il faudra donc investir massivement dans la productivité agricole mais aussi aider les petits agriculteurs et répondre aux préoccupations des ruraux pauvres¹⁷.

43. Les ruraux pauvres pourront exploiter le potentiel du développement rural à condition qu'on leur donne les moyens de participer pleinement à la vie sociale et économique. Il faut renforcer leurs capacités et supprimer les sources de leur vulnérabilité pour qu'ils puissent trouver des moyens de subsistance plus sûrs. Il faut pour ce faire une combinaison d'initiatives à court et à long terme en faveur du développement rural, et notamment des investissements dans la productivité agricole et les infrastructures rurales, l'accès amélioré à des enseignements, des formations et des soins de santé de qualité, des codes du travail réformés et des régimes de protection sociale adaptés aux zones rurales pour compenser le déficit d'emplois décents.

44. Il faut aussi créer un environnement favorable à l'activité du secteur privé, notamment pour les petits agriculteurs, en améliorant l'accès au crédit, aux intrants et à l'information agricoles, doser les politiques de développement du commerce international et de développement du commerce intérieur, soutenir le développement des entreprises rurales, notamment en améliorant les chances de réussite des petits agriculteurs grâce à la création de coopératives et autres associations de

producteurs. De plus, on a grand besoin de cohérence, de coordination et de collaboration entre les acteurs nationaux et internationaux travaillant dans ce domaine.

III. Plan d'action du système des Nations Unies pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017) : activités et initiatives concertées

45. Un certain nombre d'institutions, fonds, programmes et commissions régionales ont lancé diverses activités et projets conjoints pour mettre en œuvre le Plan d'action de la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté, en promouvant le plein emploi et le travail décent pour tous de manière à éliminer la pauvreté. Les informations sur les activités regroupées par thèmes sont présentées ci-après; elles sont extraites des divers rapports communiqués par des entités du système¹⁸.

A. Promouvoir la sensibilisation à l'emploi et au travail décent comme stratégie de développement efficace pour réduire la pauvreté

46. L'importante contribution de l'emploi et du travail décent au développement social et économique a été mise à profit dans tout le système des Nations Unies. Elle a occupé une place primordiale dans les travaux à tous les niveaux et a nourri les concertations gouvernementales et guidé les interventions aux niveaux régional et national.

47. L'examen ministériel annuel 2012 du Conseil économique et social a permis de parvenir à un consensus sur les grandes politiques à mettre en œuvre pour renforcer les capacités productives, promouvoir l'idée d'une croissance économique partagée et soutenue dans les pays en développement, mesurer les progrès accomplis vers les objectifs et les engagements en matière d'emplois, identifier les synergies entre emploi, réduction de la pauvreté et réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire. Les débats ont donné une impulsion supplémentaire à la réalisation des objectifs et des engagements en matière d'emplois. Un certain nombre d'activités nationales, régionales et mondiales ont permis de préparer l'examen ministériel annuel de 2012.

48. Pour appuyer l'examen ministériel annuel de 2012 et d'autres processus intergouvernementaux, le Département des affaires économiques et sociales a consacré une grande partie de ses travaux d'analyse à la question de l'emploi et de la réduction de la pauvreté. Son rapport intitulé *Rapport 2011 sur la situation sociale dans le monde : la crise sociale dans le monde* a mis en lumière les ravages sociaux de la crise économique et financière mondiale de 2008-2009, avec en particulier la montée du chômage, de la vulnérabilité, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Le rapport a clairement dégagé les principaux

¹⁸ Pour d'autres informations, voir <http://social.un.org/index/Poverty/UNDecadefortheEradicationofPoverty/SecondUNDecadefortheEradicationofPoverty.aspx>.

enseignements tirés des réponses nationales à la crise mondiale et montré la nécessité d'adopter des politiques sociales au profit de tous et des mesures de protection sociale universelle. L'une des principales conclusions du rapport est que les pays doivent pouvoir appliquer des politiques contracycliques de manière cohérente.

49. Dans son rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2012*, le Département des affaires économiques et sociales a analysé la crise mondiale de l'emploi, notamment chez les jeunes, et proposé plusieurs pistes pour éviter une récession à double creux, à savoir par exemple des politiques fiscales optimales qui encouragent plus directement la création d'emplois et les investissements d'infrastructure, l'efficacité énergétique, l'approvisionnement énergétique soutenable et la sécurité alimentaire, et qui prévoient une aide suffisante pour que les pays en développement puissent résister aux retombées de la crise et coordonner les mesures au niveau international.

50. Le système des Nations Unies a solidement soutenu l'examen ministériel annuel et les autres instances intergouvernementales chargées de traiter la question de l'emploi et du travail décent.

51. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a concouru à l'examen ministériel annuel de 2012 en organisant une manifestation conjointe en collaboration avec l'OIT, le FIDA, le Département des affaires économiques et sociales et le Programme alimentaire mondial (PAM) autour du thème de la promotion du travail décent dans les zones rurales pour améliorer la sécurité alimentaire.

52. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a préparé en étroite collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales et l'OIT un certain nombre d'initiatives en prélude à l'examen ministériel de 2012. Un forum en ligne sur l'emploi, le travail décent et la croissance partagée a produit 148 contributions provenant de 90 pays ainsi qu'un certain nombre de propositions pour l'examen ministériel de 2012. Le PNUD a également fait partie de plusieurs groupes d'experts sur la croissance profitant à tous et l'emploi mis sur pied par le Département des affaires économiques et sociales. Avec la FAO et l'OIT, il a réalisé des études de cas sur l'emploi, le travail décent et la protection sociale.

53. L'OIT a poursuivi ses travaux analytiques sur les questions relatives au travail décent et à l'emploi. Son rapport intitulé *Le monde du travail 2012 : de meilleurs emplois pour une économie meilleure*¹⁹ analyse l'impact de la crise économique et financière mondiale sur la pauvreté et les inégalités de revenus. Il montre que les répercussions sociales de la crise mondiale en cours ont eu un effet boule de neige étant donné que la montée du chômage et la perte de revenus ont aggravé la pauvreté et creusé les inégalités. L'OIT a par ailleurs présenté à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue à Istanbul en 2011 un rapport intitulé « Croissance, emploi productif et travail décent dans les pays les moins avancés »²⁰ qui contient une analyse sectorielle des principales difficultés d'action rencontrées par les pays les moins avancés et des liens entre croissance du PIB, emploi productif et emploi décent, ainsi qu'une étude de la

¹⁹ Disponible sur le site http://www.ilo.org/global/publications/books/world-of-work/WCMS_179453/lang--en/index.htm.

²⁰ Disponible sur le site http://www.ilo.org/empelm/info/docs/WCMS_153868/lang--en/index.htm.

faisabilité financière et administrative de mettre en place dans ces pays des socles de protection sociale définis au niveau national.

54. Le rapport 2011 de la FAO intitulé *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011 : le rôle des femmes en agriculture : combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement* traite de la place des femmes dans le secteur agricole en soulignant les inégalités hommes-femmes sur les marchés du travail ruraux et montre la nécessité d'y mettre fin de manière à améliorer les résultats du secteur.

55. En coopération avec ses États membres, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a promu le travail décent et l'élimination de la pauvreté dans la région. Elle a produit plusieurs études sur les politiques de l'emploi, en particulier sur la mise en place de mesures volontaristes, les structures et les failles du marché de l'emploi, les politiques économiques et leurs répercussions sur l'emploi. Son rapport intitulé *The Survey of Economic and Social Developments in the ESCWA Region, 2010-2011* recense les changements intervenus récemment dans la région et fait le bilan des politiques sociales et économiques antérieures. Un de ses chapitres est consacré aux politiques sociales pour la santé, l'éducation, le marché du travail et la protection sociale. La CESAO a en outre organisé plusieurs ateliers et réunions d'experts sur les marchés du travail, la protection sociale et la réduction de la pauvreté.

B. Renforcer les capacités

56. L'Organisation a continué d'appuyer le renforcement des capacités en matière d'élimination de la pauvreté et d'emplois décents pour tous en privilégiant la formation, l'apprentissage et le partage des connaissances.

57. Dans le cadre du Plan d'action de la deuxième Décennie pour l'élimination de la pauvreté, le Département des affaires économiques et sociales, en collaboration avec l'OIT, le FIDA et la FAO, a coorganisé à Rome en novembre 2011 une réunion interinstitutions d'experts sur le renforcement de la cohérence et de la collaboration au service du développement rural par l'emploi et le travail décent. L'exercice a permis d'identifier des domaines de collaboration précis ainsi qu'une série d'initiatives que doivent prendre conjointement les institutions pour stimuler le développement rural grâce à l'emploi et au travail décent.

58. Le Département des affaires économiques et sociales a également convoqué à Genève en juin 2011 une réunion d'experts autour du thème de l'emploi au service du relèvement durable. Le débat a porté sur les dimensions nationales et régionales de la crise mondiale de l'emploi, les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour préserver les emplois existants et en créer de nouveaux, et les enseignements de l'expérience. Les experts ont réfléchi aux mesures qui pourraient être appliquées aux niveaux national et international pour créer des emplois productifs au moment de la reprise, dans le cadre d'une grande stratégie d'élimination de la pauvreté et d'intégration sociale de manière à aider les pays à adopter des politiques cadrant avec le Pacte mondial pour l'emploi.

59. La FAO a conduit plusieurs activités de renforcement des capacités et d'appui technique pour l'emploi rural décent en mobilisant divers partenariats et programmes. Elle a fourni une assistance technique dans le domaine de

l'employabilité et de la formation entrepreneuriale des jeunes par ses projets de coopération technique et a encouragé l'emploi des jeunes ruraux par le biais du programme des écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie pour les jeunes. Elle a aussi conduit en association avec l'OIT des activités de renforcement des capacités des cadres techniques et des autres parties prenantes nationales au Cambodge, au Malawi, au Mali et en Tanzanie.

60. L'OIT s'est employée à renforcer les moyens d'action des pays au service de la jeunesse et a soutenu le Plan d'action 2009-2012 pour l'emploi des jeunes au Pérou. Quelque 370 000 jeunes ont pu accéder au guichet unique créé dans le service public de l'emploi et ont bénéficié d'un programme de formation spécifique et d'un service d'information et d'orientation également ouvert aux jeunes migrants. En Serbie, l'OIT a soutenu un programme stratégique d'emploi des jeunes assorti d'un service de recherche d'emploi pour plus de 3 500 jeunes de milieux défavorisés; 85 % ont trouvé un emploi à temps plein, dont la moitié dans l'entreprise où ils avaient été formés.

61. Le Fonds monétaire international (FMI) a fourni une assistance financière et a insisté sur la croissance riche en emplois dans ses préconisations de politique générale. Il a aidé financièrement les pays à faible revenu à prendre des mesures contracycliques qui protègent les dépenses sociales et privilégient la protection des groupes vulnérables. Il s'est employé avec l'OIT à approfondir sa réflexion sur les politiques qui encouragent la croissance riche en emplois et un véritable dialogue social propre à créer le consensus nécessaire pour relever les défis de l'ajustement. Il a créé sur cette toile de fond un Groupe de travail sur l'emploi et la croissance chargé de faire des propositions sur ce qu'il peut faire pour aider les pays membres à obtenir une croissance mieux partagée.

62. Dans le domaine du développement de l'entrepreneuriat et de l'emploi indépendant, le PNUD a soutenu des projets de formation à la gestion d'entreprise et d'accès à la finance au profit des micro, petites et moyennes entreprises et pour l'accès aux marchés existants. Il a ainsi contribué à la mise en place en Mongolie d'un mécanisme financier de crédit aux petites et moyennes entreprises qui accorde des prêts à taux spéciaux aux patrons de PME bénéficiant de son soutien.

63. Le PNUD a conçu sa propre stratégie institutionnelle, plus précisément axée sur l'emploi et la participation des jeunes, dans le droit fil du Plan d'action du système des Nations Unies pour la jeunesse. Au niveau des pays, il s'est employé à réduire les discordances entre la demande et l'offre de main-d'œuvre et à aider les travailleurs peu qualifiés à suivre des formations. En Géorgie, il a concouru à la mise à niveau des programmes d'apprentissage et de formation professionnelle, qui étaient dépassés. Résultat : 70% des élèves ont décroché un emploi. Dans un certain nombre de pays, il a également aidé les gouvernements à concevoir, mettre en œuvre et suivre des programmes de travaux publics qui permettent d'employer les travailleurs peu qualifiés et d'amortir ainsi les effets de la crise.

64. Le programme de développement de l'entrepreneuriat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a été mis en œuvre dans plusieurs pays africains (Angola, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Timor-Leste). L'ONUDI a également lancé en 2010 son guide intitulé « Normes privées : mieux les connaître pour mieux les appliquer ». De plus, les programmes mis en œuvre en Afghanistan, en Iraq, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan ont aidé à développer les savoir-faire techniques

dans toute une série de secteurs, amélioré l'employabilité des jeunes et promu l'entrepreneuriat dans les zones rurales tandis que des programmes de complément des études scolaires ont été lancés avec succès en Angola, au Cap-Vert et en Mozambique.

65. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a dispensé sa coopération technique à certains pays désireux de mettre en place des programmes de sondage sur l'utilisation du temps et des comptes satellites pour mesurer le travail non rémunéré. La stratégie utilisateur-producteur a créé des synergies entre les bureaux de statistique nationaux et les mécanismes nationaux d'amélioration de la condition de la femme. La CEPALC a également fourni une aide technique aux pays désireux de réformer leurs politiques de santé publique au profit des enfants et des personnes âgées (Costa Rica, Uruguay) et a analysé les transferts monétaires assortis de conditions afin de déterminer s'ils amélioreraient l'accès des femmes aux ressources économiques.

66. La CESAO a aidé les pays à assurer la sécurité alimentaire, atténuer la pauvreté et améliorer les moyens de subsistance. En collaboration avec ses partenaires, elle a tenu une série de consultations pour répondre à différents besoins : des actions publiques plus efficaces, une plate-forme de connaissances régionale, des approches stratégiques en matière de sécurité alimentaire et d'approvisionnement en eau, des initiatives favorisant la création d'emplois, en particulier dans les zones rurales.

C. Partager les meilleures pratiques de promotion de l'emploi et de travail décent aux niveaux national et international

67. La sensibilisation et le partage de l'information concernant l'emploi et le travail décent ont été des axes d'intervention privilégiés dans tout le système des Nations Unies.

68. La FAO a fait un travail de sensibilisation et de diffusion des bonnes pratiques dans le domaine du travail rural décent, notamment dans les domaines de la prévention du travail des enfants dans l'agriculture, de la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes et de l'emploi rural en général. Elle a travaillé en partenariat étroit avec l'OIT pour promouvoir le travail rural décent, avec un site Web conjoint FAO-OIT consacré au thème « Alimentation, agriculture et travail décent »²¹.

69. Le réseau PNUD pour la lutte contre la pauvreté a aidé les bureaux de pays à partager et promouvoir les bonnes pratiques dans toute une série de domaines ayant un rapport avec le problème de la pauvreté, dont l'emploi. Les débats récents ont porté sur l'emploi des jeunes (Malaisie, Soudan, Tunisie), les programmes de travaux publics (Bangladesh, Inde) et les stratégies nationales pour l'emploi (Maldives).

70. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a lancé avec l'OIT un programme d'emplois verts dans le cadre du Programme d'action pour une économie verte. L'initiative a démontré qu'une transition mondiale vers une économie verte à faibles émissions de carbone pouvait contribuer à créer des emplois dans de nombreux secteurs et favoriser la réduction de la pauvreté. Le

²¹ www.fao-ilo.org.

deuxième rapport PNUE-OIT intitulé *Agir en faveur du développement durable : perspectives pour le travail décent et l'inclusion sociale dans une économie verte* a permis de faire connaître le programme mondial pour le travail décent.

71. Les services consultatifs du PNUE pour une économie verte ont fourni des évaluations et des conseils sur des considérations de logique et de politique économiques liées à l'utilisation efficace des ressources et à l'économie verte pour tous, avec notamment des évaluations sur mesure des réorientations et options d'investissement possibles pour amorcer une transition vers l'économie verte. Grâce à son programme conjoint d'emplois verts, il a pu aussi contribuer à la diffusion des bonnes pratiques de promotion de l'emploi et du travail décent dans le monde et appuyer l'intégration du travail dans les politiques et programmes nationaux et internationaux de lutte contre la pauvreté.

72. L'ONUDI a, quant à elle, continué de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes à travers essentiellement le lancement dans un certain nombre de pays de programmes d'entrepreneuriat rural en direction des femmes et des jeunes, en s'attachant à fournir une formation à la gestion d'entreprise afin de contribuer à établir des bases solides pour le développement du secteur privé.

D. Soutenir l'inscription du travail décent et de l'élimination de la pauvreté dans les politiques et les programmes nationaux et internationaux

73. Les organisations ont soutenu l'inscription du travail décent et de l'élimination de la pauvreté dans les programmes nationaux et internationaux.

74. En 2010 et 2011, l'appui de l'OIT a permis à 29 pays de réformer leurs politiques et leurs réglementations afin d'améliorer l'accès à l'emploi productif, au travail décent et aux revenus. Les activités de coopération ont aidé la Bosnie-Herzégovine, la Chine, l'Iraq, la Jordanie, Maurice, le Népal, le Viet Nam et d'autres pays à positionner l'emploi au centre de leurs stratégies de développement nationales.

75. L'OIT et le FMI ont continué de faire équipe pour promouvoir l'élaboration de politiques pour l'emploi et le travail décent et ont choisi la Zambie pour mettre leur collaboration à l'essai. À la Conférence nationale de mai 2012, le Gouvernement zambien, les syndicats et les employeurs ont décidé de travailler de concert avec l'OIT et le FMI afin de promouvoir une nouvelle stratégie pour l'emploi, le travail décent, le développement et l'adoption d'un socle de protection sociale.

76. L'ONUDI s'est engagée à fournir des appuis de haut niveau aux pays dans le cadre de sa stratégie intégrée et de son plan opérationnel 2012-2020 pour les pays les moins avancés, qui prévoit une composante emploi dans divers secteurs. Elle a également lancé sa campagne « L'agribusiness pour la prospérité de l'Afrique en 2011 » dans le cadre d'une opération d'information sur le rôle de l'agro-industrie pour la prospérité future de l'Afrique.

77. Dans le cadre des préparatifs de Rio +20, des consultations ont eu lieu à la CESA0 avec les parties prenantes en vue de parvenir à une position commune et de mettre la région sur les rails de l'économie verte. Ces concertations ont porté sur des

questions telles que les emplois verts, les investissements verts, les industries vertes et les stratégies de protection de la biodiversité.

78. Le bureau de la CEPALC à Brasilia a siégé au comité technique de conseil du programme du gouvernement fédéral appelé « Brasil sem Miséria » (le Brésil sans misère), qui vise à éliminer l'extrême pauvreté grâce au programme de transfert de revenus « Bolsa Família ».

E. Promouvoir la protection sociale

79. La protection sociale est restée un élément central de l'action menée dans le système des Nations pour réduire la pauvreté.

80. Le rapport du Groupe consultatif mondial sur le socle de protection sociale intitulé « Le Socle de protection sociale pour une mondialisation juste et inclusive »²² part de l'idée selon laquelle chaque personne doit disposer d'une sécurité de revenu minimum garantie par des transferts sociaux, et bénéficier d'un accès universel aux services essentiels dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et autres services définis selon les priorités nationales. Il montre que l'élargissement de la couverture sociale peut être décisif pour libérer les individus de la pauvreté et du dénuement. La protection sociale peut les aider à adapter leurs compétences afin de franchir les obstacles qui leur interdisent de participer pleinement à la vie économique et sociale et de contribuer ainsi à l'amélioration du capital humain et au dynamisme de l'activité productive. Le rapport montre aussi que la protection sociale a aidé à stabiliser la demande globale en période de crise et à accroître la résistance aux chocs économiques.

81. La collaboration du FMI et de l'OIT dans le cadre de l'Initiative pour un socle de protection sociale a été testée dans trois pays (El Salvador, Mozambique et Viet Nam), et les résultats de l'exercice ont été présentés dans le rapport susmentionné sur le socle de protection sociale et dans le rapport préliminaire établi par l'OIT et le FMI en vue de la réunion des Ministres du travail et de l'emploi du G-20 à Mexico en mai 2012. Le FMI a également collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) autour de questions liées aux marges budgétaires et aux politiques sociales, démarche qui s'est traduite par un dialogue et un partage d'information au siège et dans 13 pays pilotes, ainsi que par une collaboration renforcée pour évaluer l'utilisation par les pays de la marge budgétaire afin de mieux cibler les politiques qui favorisent la croissance au service des pauvres et de la réduction de la pauvreté.

82. Le PNUD a participé à la conception de régimes de protection sociale dans 50 pays en s'assurant qu'ils couvrent les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables. Par l'intermédiaire de son Centre international de politiques pour une croissance inclusive, il s'est employé à créer des produits d'information sur les régimes de protection sociale et à conduire des évaluations de ces régimes dans le monde.

²² Disponible sur le site http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_165750/lang--en/index.htm.

IV. Conclusion et recommandations

83. Les séquelles de la crise économique et financière mondiale continuent de se répercuter sur l'emploi et le travail décent, notamment pour les jeunes, et d'aggraver la pauvreté et les inégalités. Il faut agir de toute urgence pour abandonner les politiques macroéconomiques et sociales d'austérité et privilégier plutôt la création d'emplois, le travail décent et l'élargissement des régimes de protection sociale. Les pays qui ne garantissent pas une couverture sociale de base ne peuvent pas continuer de marquer des points contre la pauvreté et s'engager sur une trajectoire de relèvement économique qui soit également soutenable sur le plan social. Il faut par ailleurs impérativement s'attaquer à la crise aiguë de l'emploi des jeunes au moyen de mesures efficaces, et répondre au défi persistant de la pauvreté rurale par une approche centrée sur le travail décent.

84. La deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017) fournit un important cadre d'action pour renforcer la cohérence des activités engagées dans le système des Nations Unies pour éliminer la pauvreté, notamment en promouvant le plein emploi et le travail pour tous et poursuivre par des initiatives intégrées la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international. Son plan d'action est un instrument utile qui permet aux États Membres et au système des Nations Unies de se concentrer efficacement sur la priorité mondiale de l'emploi et du travail décent au service de l'élimination de la pauvreté.

85. L'Assemblée générale voudra peut-être examiner les recommandations ci-après :

a) Encourager les États Membres à redoubler d'efforts pour éliminer la pauvreté et promouvoir l'autonomisation des pauvres et des groupes vulnérables en élaborant notamment des politiques conçues pour améliorer les capacités de production, soutenir la création d'emplois productifs et la protection sociale pour tous;

b) Étant donné que le plein emploi productif et le travail décent doivent être au centre d'un ensemble de politiques destinées à garantir le développement durable universellement partagé, les États Membres devraient privilégier dans leurs stratégies de développement la création d'emplois décents et productifs, en particulier pour les jeunes, et appliquer des politiques et des programmes centrés sur la qualité des emplois, notamment ceux qui sont proposés aux jeunes et autres groupes vulnérables, grâce à des politiques volontaristes et à des régimes de protection adéquats;

c) Sachant que l'accès universel à la protection sociale de base peut être déterminant pour réduire la pauvreté et les inégalités et entretenir une croissance partagée et équitable, les États Membres devraient envisager d'établir des socles de protection sociale nationaux;

d) Étant donné que les inégalités jouent à l'encontre des efforts d'élimination de la pauvreté, les États Membres devraient être encouragés à s'y attaquer en priorité, notamment en améliorant l'accès à une éducation de qualité, aux soins de santé et à la protection sociale;

e) Face à la persistance de la pauvreté dans les zones rurales, les États Membres devraient être exhortés à promouvoir les politiques de développement rural de manière à accroître l'investissement et la productivité et à promouvoir les possibilités d'emploi;

f) Comme l'emploi, le travail décent et la protection sociale doivent être plus présents dans le programme de développement pour l'après-2015 et que la Deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017) peut contribuer à ce processus par le dialogue et le partenariat, les entités du système des Nations Unies compétentes devraient continuer d'accorder la priorité à la mise en œuvre du Plan d'action de la deuxième décennie, en collaboration avec les États Membres et toutes les autres parties prenantes.
